

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1926.

Projet de loi relatif à la protection des appellations d'origine des vins
et eaux-de-vie ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Nombre de pays limitent encore la protection du vendeur et du consommateur contre la fraude dans les transactions commerciales à la répression de l'imitation des marques particulières et de la tromperie grossière sur la nature des produits : le titre, la quantité ou la qualité. La jurisprudence l'a, par endroits, complétée par la répression de toutes les manœuvres constituant des actes de concurrence déloyale.

Cependant de vives résistances s'opposèrent et s'opposent encore à l'extension de cette protection à l'essence et à la composition du produit vendu — bien que l'on puisse citer des décisions appliquant les dispositions de l'article 443 du Code pénal français au fait de vente d'un produit originaire d'un lieu de provenance ou de fabrication autre que celui reconnu former condition essentielle du contrat. (Voir Paris 2 août 1844, S. 1844, t. II, p. 667.)

Il fut également jugé que toute personne lésée par de fausses mentions d'origine insérées dans une marque déposée pouvait poursuivre et obtenir l'annulation de cette marque trompeuse, par application de l'article 16 de la loi du 1^{er} avril 1879. (Comm. Bruxelles, 13 février 1907, *Jur. comm.*, 1907, p. 14.)

La protection des mentions d'origine était d'autant plus malaisée à organiser que nombre de désignations régionales étaient affirmées transformées par l'usage en désignations génériques, et qu'on était tenté de les croire tombées comme telles, dans le domaine public. Telles « Eau-de-Cologne, savon de *Marseille*, *Valenciennes*, *Barèges*, etc. ».

La Conférence de Madrid (2-14 avril 1891), tenta de réagir en ce qui concernait les appellations régionales appliquées aux produits vinicoles. Elle attribua à

(1) Projet de loi, n° 423.

(2) La Commission, présidée par M. Bologne, était composée de MM. de Selys-Longchamps, Fischer, Piérard, Poncelet, Van Ackere et Wauvermans.

ces appellations le caractère d'une affirmation de provenance, aux fins d'atteindre le commerce des vins d'imitation.

Cependant, la Belgique ne crut pas pouvoir adhérer à cette clause de la Convention.

Le refus d'adhésion était sans doute motivé par des considérations d'ordre économique : il est incontestable en effet que nul ne peut songer à défendre le mensonge commercial, l'usurpation de la renommée d'autrui.

Les produits naturels se ressentent nécessairement de l'influence du climat, du sol et de toutes les ambiances locales. C'est par un véritable abus que l'on cherche à présenter et fournir comme équivalents des vins dits de Marsala, de Madère, de Porto, de Tokay, de Champagne, de Bordeaux, de Bourgogne, de Moselle, provenant des vinages d'Algérie ou de Californie. Ces appellations ont le but évident d'égarer le consommateur.

Le projet de loi actuel permet de réaliser — tout au moins à titre fragmentaire — en suite ou par application d'ententes entre pays intéressés une œuvre de probité réclamée à maintes reprises par le commerce honnête et déjà proposée dans les projets de loi sur la police du commerce, élaborés par le Conseil supérieur des métiers et négociants et le Ministère de l'Industrie.

En attendant que la protection puisse être consacrée *de jure*, au profit de tous les produits naturels, que la Convention de Madrid recueille de nouvelles adhésions, la présente législation sur les appellations d'origine des vins et eaux-de-vie consacrera une première réalisation.

La disposition de l'article premier est particulièrement heureuse en ce sens qu'il permet de rattacher l'organisation de la protection à la conclusion des traités économiques et dispense les tribunaux de la tâche délicate de discriminer les énonciations génériques des désignations régionales effectives.

La déclaration du Gouvernement réclamant la protection, en suite d'un traité ou d'un accord économique lui permettant d'être admis au bénéfice de la présente loi, et d'indiquer les mentions d'origine, fournira à cet égard une règle à laquelle nos tribunaux devront se conformer. Elle indiquera la région géographique, la zone de protection.

La protection de l'appellation ainsi déclarée et reconnue sera — et doit être — complète. La loi permet d'atteindre toutes les manœuvres familières aux contrefacteurs et aux concurrents déloyaux, et réclame son respect tant dans sa lettre que dans son esprit : Elle n'accorde aucune indulgence aux actes malicieux destinées à créer l'erreur.

Elle s'attache aux faits qui constituent de par leur nature des présomptions graves et précises de fraude : Il est aisé à celui sur qui elles planeraient de fournir les éléments susceptibles de les détruire. Il indiquera les circonstances qui expliqueraient la disproportion du prix entre le produit offert et celui normal de la marchandise régulière, l'indication du fournisseur, etc. (Cons. comm. de Bruxelles, 11 novembre 1910; *Jur. comm. de Bruxelles*, 1911, p. 49.)

Elle ne subordonne pas la répression à une condition nécessaire de mauvaise foi : nous sommes en matière de réparation civile où le dommage, même causé de bonne foi, n'exclut pas la lésion et l'obligation de réparer. Trop souvent d'ailleurs l'affirmation de bonne foi, est l'excuse proposée de l'ignorance volontaire, de l'absence de précautions nécessaires. Le projet de loi n'innove d'ailleurs pas aux principes généraux du droit commun. La voie des recours en garantie

subsistera au profit de celui qui se trouvera mis en cause, alors qu'il a été trompé lui-même par un co-contractant précédent.

La sanction du quasi délit constaté consistera parfois, sans plus, dans l'ordre de cessation, avec la seule sanction des frais de la procédure et de la publicité. Ce sera la répression unique lorsqu'il n'existera aucun dommage matériel en relation directe, prévue ou devant être prévue, avec la faute justifiée.

Dans les autres cas, dans les infractions constituant éventuellement délit, les autres sanctions du droit actuel continueront à être appliquées.

Ce n'est point sans intérêt ni sans satisfaction que l'on constatera la consécration en l'espèce de règles qu'il est souhaitable de voir se développer dans notre législation : la reconnaissance des marques collectives de provenance, l'action collective ou populaire des syndicats de producteurs ou des groupements intéressés déjà accueillie en justice, le principe de la décision formant jurisprudence *erga omnes*.

C'est à bon droit aussi que la loi étend à ces matières la procédure de saisie comme un des moyens facultatifs, mais non exclusifs, de constatation et fera dépendre celle-ci de la compétence des tribunaux consulaires.

Comme nous l'avons fait observer, le présent projet est une première tentative. Certains la trouveront à divers égards incomplète. D'autres cas sont à prévoir. Il en est qui sont soumis dès à présent à l'examen du Parlement à l'initiative de certains de ses membres. D'autre part, si des sanctions pénales étaient reconnues nécessaires, rien n'empêcherait de pourvoir à cette carence au fur et à mesure que la législation que nous inaugurons se complètera et se généralisera.

Le projet de loi acquitte une dette à charge de notre bon renom commercial et industriel.

Votre Commission vous propose de l'adopter.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
BOLOGNE.

49

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1926.

Wetsontwerp betreffende de bescherming en de benaming van oorsprong
der wijnen en brandewijnen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MINE HEEREN,

Talrijke landen beperken de bescherming van den verkooper en den verbruiker wat betreft het bedrog in zake handelsovereenkomsten, tot de beteugeling van de namaking der bijzondere merken en van het grof bedrog ten aanzien van den aard der voortbrengselen : gehalte, hoedanigheid of hoeveelheid. De rechtspraak heeft in zekere landen dit stelsel aangevuld door de beteugeling van al de handelingen die een oneerlijke mededinging uitmaken.

Er ontstond nochtans en er bestaat nog steeds een sterke tegenstand tegen de uitbreiding van deze bescherming tot den aard en de samenstelling van het verkochte product, alhoewel men beslissingen kan aanhalen die de bepalingen van artikel 443 van het Fransche Strafwetboek uitbreiden tot den verkoop van een nijverheidsproduct dat van een andere plaats herkomstig of in een andere plaats vervaardigd is, dan die welke aangenomen wordt als zijnde eene hoofdvoorwaarde van het contract (zie Parijs, 2 Augustus 1844, S. 1844, t. II, blz. 667).

Er werd eveneens geoordeeld dat al degenen die schade hadden geleden tengevolge van valsche vermeldingen der herkomst, ingelascht bij een gedeponeerd merk, de nietigverklaring van dit bedrieglijk merk konden vervolgen en bekomen en dit bij toepassing van artikel 16 der wet van 1 April 1879. (Handelsrechtb. Brussel, 13 Februari 1907, *Jur. Comm.*, 1907, blz. 14.)

Men stelde in het licht dat de bescherming van de vermeldingen van herkomst des te moeilijker in te voeren was, daar van talrijke gewestelijke benamingen beweerd werd dat zij wegens het gebruik in soortbenamingen veranderd waren; men was geneigd te gelooven dat zij, als zoodanig, algemeen gangbaar waren geworden. Bijvoorbeeld « *Eau-de-Cologne* », « *Marseillezeep* », « *Valenciennes* »,

(1) Wetsontwerp, nr 423.

(2) De *Commissie*, voorgezeten door den heer Bologne, bestond uit de heeren de Séllys-Longchamps, Fischer, Piérard, Poncelet, Van Ackere en Wauwermans.

« *Barèges* », enz. De Conferentie van Madrid (2-14 April 1891) deed een poging om tegen dit gebruik in te gaan, namelijk wat betreft de gewestelijke benamingen voor de wijnproducten. Zij verleende aan deze benamingen het kenmerk van eene verklaring aangaande de herkomst ten einde in te grijpen wat betreft den handel in nagemaakte wijnen.

België meende evenwel zich bij deze bepaling van de schikking niet te kunnen aansluiten.

Deze weigering steunde voorzeker op beschouwingen van economischen aard. Het is inderdaad onbetwistbaar dat niemand er mag aan denken de commercieele leugen, het zich toeëigenen van eens anders faam te verdedigen. De natuurlijke producten ondergaan onvermijdelijk den invloed van het klimaat, van den grond, en van al de plaatselijke omstandigheden. Het is werkelijk een grof misbruik wijnen, die afkomstig zijn uit Algerije of Californië te willen aanbieden en leveren als Marsala, Madera, Porto, Tokay, Champagne, Bordeaux, Bourgogne of Moezelwijn. Deze benamingen hebben klaarblijkelijk voor doel den verbruiker te verschalken.

Het onderhavig ontwerp laat toe, ten minste gedeeltelijk, ten gevolge van of door overeenkomsten tusschen de landen, dit werk van eerlijkheid te verwezenlijken, dat reeds herhaaldelijk werd geëischt door de rechtschapen handelslieden en ook reeds werd voorgesteld in de wetsontwerpen op de handelspolitie opge maakt door den Hooger Raad van ambachten en neringen en het Ministerie van Nijverheid.

In afwachting dat de bescherming *de jure* bekrachtigd worde ten bate van al de natuurlijke producten, dat nog anderen zich aansluiten bij de Overeenkomst van Madrid, zal de wetgeving betreffende de benamingen van oorsprong der wijnen en brandewijnen een eerste punt verwezenlijken.

Het bepaalde in het eerste artikel is vooral gelukkig in dezen zin dat het toelaat de inrichting van de bescherming aan te sluiten bij de economische verdragen, en de rechtbanken ontslaat van de kiesche taak de generische benamingen van de werkelijke plaatsaanduidingen te onderscheiden.

De verklaring van de Regeering, waarin de bescherming geëischt wordt door middel van een verdrag, of van eene economische overeenkomst, waardoor het haar toegelaten is van deze wet te kunnen gebruik maken en de vermeldingen van herkomst aan te duiden, zal te dien opzichte een regel voorschrijven waaraan onze rechtbanken zich zullen te houden hebben. Zij zal de geographische streek aanwijzen, het beschermingsgebied.

De bescherming van de benaming, aldus verklaard en erkend, — zal en moet volledig zijn. De wet maakt het mogelijk al de aan de namakers en aan de oneerlijke concurrenten eigen praktijken te treffen en zij eischt dat zij zoowel naar den geest als naar de letter zou nageleefd worden : zij betuigt geen de minste inschikkelijkheid voor de arglistige daden bestemd om de vergissing te doen ontstaan.

Zij hecht zich aan de feiten welke erge en juiste vermoedens van bedrog uitmaken; het is gemakkelijk aan dengene, op wien ze zouden berusten, inlichtingen te verstrekken om dezelve weg te nemen : hij legt de omstandigheden uit welke de wanverhouding rechtvaardigen van den prijs tusschen het aangeboden product en den normalen prijs van de regelmatige koopwaar, de aanduiding van den leverancier, enz. (Gemeenteraad te Brussel, 11 November 1910; *Jur. comm. de Bruxelles*, 1911, blz. 19.)

De beteugeling wordt niet afhankelijk gesteld van de kwade trouw : wij bevin-

den ons hier in zaken van burgerlijk herstel waarin de schade, zelfs te goeder trouw veroorzaakt, niet de verplichting van herstel uitsluit. Al te dikwijls wordt de goede trouw aangevoerd om een vrijwillige onwetendheid, een gemis aan noodzakelijke voorzorgen te verschoonen. Het wetsontwerp voert in zake van grondbegrippen van het gemeen recht geen nieuwigheid in.

Het verhaal in vrijwaring blijft, trouwens, bestaan ten bate van hem die in de zaak betrokken is, wanneer hij zelf door zijn vorigen mede-contractant is bedrogen geworden.

De bestraffing van het vastgestelde vergrijp zal soms, zonder meer, bestaan in het bevel tot uitscheiding, met de enkele sanctie van de gedingkosten en de publiciteit. Het zal de eenige beteugeling zijn wanneer geen enkele stoffelijke schade zal bestaan met rechtstreeksch verband, voorzien of moeiende voorzien worden met de bewezen schuld.

In de overige gevallen, bij de misdrijven die eventueel een wanbedrijf uitmaken, zullen de andere straffen van het bestaande recht steeds toegepast worden.

Niet zonder belangstelling noch voldoening zal men in deze zaak de bekrachtiging vaststellen van regelen welke het wenschelijk is in onze wetgeving te zien uitgroeien : de erkenning van de collectieve merken van herkomst, de collectieve of gezamenlijke rechtsvordering van de voortbrengers-syndicaten, of der betrokken groepeerings, reeds in rechte toegelaten het beginsel van de beslissing geldende als rechtspraak *erga omnes*.

Te rechte ook, breidt de wet tot deze zaken de rechtsvordering tot beslaglegging uit als een der niet verplichtende doch niet uitsluitende middelen tot vaststelling en zij zal deze afhankelijk maken van de bevoegdheid der consulaire rechtbanken.

Zooals wij het hebben doen opmerken, is dit ontwerp een eerste poging, welke door sommigen, in onderscheidene opzichten, als onvolledig zal worden geacht. Andere gevallen kunnen voorzien worden. Er zijn er, welke reeds, van nu af, aan het onderzoek der Kamers zijn onderworpen door het initiatief van sommige leden. Anderzijds, indien strafbepalingen werden noodzakelijk geacht, zou niets er zich tegen verzetten in die ontstentenis te voorzien, wanneer de thans gehuldigde wetgeving zal aangevuld en veralgemeend worden.

Door het wetsontwerp wordt een schuld gekweten ten laste van onzen goeden naam op handels- en nijverheidsgebied.

Uwe Commissie stelt u voor het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
BOLOGNE.